

Insécurité dans la Province du Bas-Uélé: Que fait l'Etat Congolais face à cette situation?

[Insecurity in Bas-Uélé Province: How Is the Congolese State Responding?]

Célestin Bela Egwasa¹⁻² and Joseph Bosongo Saile Abisa³⁻⁴

¹Professeur Associé, Département de Sciences Politiques et Administratives, Université de Kisangani, RD Congo

²Recteur, Université de Bas-Uélé, RD Congo

³Professeur Ordinaire, Département de Sociologie, Université de Kisangani, RD Congo

⁴Doyen, Faculté des Sciences Sociales, Administratives et Politiques, Université de Kisangani, RD Congo

Copyright © 2026 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Insecurity in Bas-Uélé Province raises two fundamental questions: The lack of regional coordination, despite dynamics requiring cross-border collaboration, and security governance shortcomings in the RD Congo (DRC). Persistent security issues in the country highlight an inadequate security and defense policy, with Congolese state actions proving ineffective. This study develops a theoretical model, the « Regionalized Security Model, » rooted in Barry Buzan's (1991) security complex theory, treating the region as a primary unit of analysis. It aims to address insecurity in Bas-Uélé through regional coordination and local reconstruction.

KEYWORDS: Conflict resolution, armed conflicts, Bas Uélé, LRA, Mbororo, Bayuda.

RESUME: L'insécurité dans la province du Bas-Uélé soulève deux questions centrales: La faible coordination régionale, alors que les dynamiques en jeu exigent une collaboration transfrontalière, et les lacunes de la gouvernance sécuritaire en RD Congo (RDC). Les problèmes sécuritaires persistants dans ce pays révèlent une politique de sécurité et de défense inadéquate, tandis que les actions de l'État congolais, censées endiguer ces menaces, se sont avérées inefficaces. Cette étude propose un modèle théorique, dénommé « Modèle de la sécurité régionalisée », s'inscrivant dans la théorie du complexe de sécurité de Barry Buzan (1991), qui considère la région comme une unité d'analyse autonome. Ce cadre vise à contrer l'insécurité dans le Bas-Uélé en intégrant coordination régionale et reconstruction locale.

MOTS-CLEFS: Résolution des conflits, Conflits armés, Bas Uélé, LRA, Mbororo, Bayuda.

1 INTRODUCTION

Les États post-conflit font face à un défi structurel persistant: la reconstruction institutionnelle, la réforme du secteur de sécurité (RSS) et la consolidation de l'autorité étatique sur des espaces contrôlés par des groupes rebelles ou non étatiques.

En Afrique subsaharienne, des cas comme le Mali¹, la Somalie², la République centrafricaine (RCA) et la RD Congo (RDC) illustrent ces difficultés récurrentes, marquées par une précarité sécuritaire durable malgré des interventions internationales. Dans la région des Grands Lacs, la RDC subit une instabilité depuis plus de deux décennies, avec des efforts de RSS, de redéploiement administratif et d'opérations militaires contre les groupes armés qui peinent à restaurer un contrôle territorial effectif.

Au Bas-Uélé, province septentrionale enclavée, cette vulnérabilité est exacerbée par des menaces transfrontalières hybrides. L'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), groupe politico-religieux ougandais actif en RDC, RCA et Soudan du Sud, continue ses incursions malgré un désarmement partiel en 2023: en mars 2024, une attaque à Ango (Bas-Uélé) a entraîné l'enlèvement d'environ 30 personnes, l'incendie de 35 maisons et des pillages, rappelant son modus operandi historique.

Parallèlement, les éleveurs nomades Mbororo, originaires du Chad et du Soudan, génèrent des conflits agropastoraux intenses: ravage des cultures, vols de bétail, agressions armées et restrictions d'accès aux ressources (eau, pâturages, chasse), avec des tensions récentes en Haut-Uélé (2023) et Haut-Bas-Uélé (2025) menant à des déplacements massifs. Les Bayuda, braconniers armés au sein des Mbororo, aggravent la situation par l'exploitation illégale de minerais et des alliances présumées avec des groupes comme l'Union des Patriotes Congolais (UPC) ou la LRA³.

Ce diagnostic appelle une interrogation stratégique: quelles ripostes coordonnées face à ces menaces asymétriques et interconnectées ? Cette étude adopte l'analyse stratégique, croisant théorie des organisations (acteurs, pouvoir, enjeux) et cadres sur les États fragiles.

2 SOURCES DES DONNÉES

Dans cette étude, nous avons recouru à l'analyse stratégique. Elle constitue un paradigme de la théorie des organisations. Cette analyse se focalise sur certains concepts clés, à savoir l'acteur, le pouvoir et l'enjeu.

Pour collecter les données, nous avons recouru aux techniques documentaires, l'observation directe désengagée, l'entretien semi-directif, la boule de neige.

Tableau 1. Répartition des enquêtés

N°	Composition d'échantillon	f	%
01	Acteurs politiques	30	25
02	Société civile	30	25
03	Autorités et notables locaux	30	25
04	Représentant des étrangers	30	25
Total		120	100

Cet échantillon a été à choix raisonné et n'a pas été constitué sur base des critères rigoureux, l'essentiel était de nous fournir des informations plus ou moins fiables y compris la disponibilité de nous répondre. Le fait pour nous de diversifier les couches d'enquêtés était un élément sélectif des données car la vision des choses peut différer selon qu'on appartient à telle ou telle catégorie.

Pour concrétiser notre objectif, nous avons fait recours à l'analyse stratégique et la théorie de l'insécurité englobant les courants de pensée sur les États fragiles et de la sécurité. A l'issue de ces démarches, nous avons abouti aux résultats tels que décrits dans la section suivante.

¹Mahaut Landaz, *Rôles et impacts des réseaux illicites de drogue dans le conflit nord-malien : Trafics, crise de l'Etat et puissance des groupes djihadistes et indépendantistes*, Notes d'Analyse Politique n°46, août 2016.

² François Gaulme, « Consolider les États fragiles », in *Études*, Tome 412, 2010/6, pp. 729-740.

³ International Crisis Group, *La Centrafrique : les racines de la violence*, Rapport Afrique N° 230, 21 septembre 2015, p.9.

3 RÉSULTATS

L'insécurité dans la Province du Bas-Uélé soulève deux questions fondamentales. La première est celle de la faible coordination régionale alors que les dynamiques à l'œuvre impliquent une collaboration régionale. La deuxième est celle de la gouvernance sécuritaire en RDC. Aujourd'hui, la plupart des problèmes d'ordre sécuritaire dans ce pays met en lumière la faible politique de la sécurité et de la défense.

Eu égard à ce qui précède, nous sommes parvenus à mettre sur pied un modèle théorique en vue d'enrayer la sécurité dans la province du Bas-Uélé. Dénommé « Modèle de la sécurité régionalisée », notre modèle théorique s'inscrit dans le cadre de la théorie du complexe de sécurité élaboré par Buzan et considérant une région en tant qu'objet d'analyse à part entière⁴.

Une telle approche régionale de sécurité permet donc de parler de la sécurité régionale en termes de modèle de relations entre les membres du complexe de sécurité. Un tel modèle émet l'hypothèse selon laquelle les analyses globales sont incapables de prendre en compte et d'identifier les préoccupations sécuritaires immédiates des États, c'est-à-dire les menaces de leur voisinage immédiat.

Les interactions sécuritaires avec les voisins sont plus nombreuses qu'avec les puissances du système international, et « l'interdépendance sécuritaire sur le système international dans son ensemble est loin d'être uniforme ». Ainsi ces régions sont un modèle d'anarchie miniature. Il paraît évident que toutes les régions du monde connaissent mécaniquement ce type d'interactions, du fait de la proximité géographique des États et de frontières communes.

Un groupe d'États est qualifié de « complexe de sécurité régional » selon certains critères, dont celui d'une interdépendance incontournable entre les États. Buzan définit ce concept comme « un ensemble d'unités dont les processus majeurs de sécuritisation, dé-sécuritisation, ou les deux, sont si inter reliés que leurs problématiques de sécurité ne peuvent raisonnablement pas être analysées indépendamment les unes des autres »⁵.

Toutefois cette définition reste imprécise puisque Buzan utilise le terme « raisonnablement » pour qualifier l'intensité des interactions sécuritaires entre les États du complexe. Il précise plus loin que le principal facteur définissant un complexe de sécurité est « le degré élevé de menace/crainte que ressentent mutuellement deux ou plusieurs États ».

C'est la raison pour laquelle, Thierry Balzacq⁶ résume ainsi les principales caractéristiques des complexes de sécurité:

- Ces complexes sont composés de deux ou plusieurs États,
- Ces États constituent toujours des ensembles territorialement cohérents partageant des frontières communes: « un sous-système distinct et significatif de relations de sécurité existe au sein d'un ensemble d'États dont le destin est lié par leur proximité géographique », peu importe qu'ils aient des caractères culturels ou ethniques communs, « les complexes de sécurité sont des régions vues à travers une lentille sécuritaire », en effet, les menaces politiques et militaires sont plus significatives et potentiellement imminentes quand les États ont des frontières communes,
- Les relations entre les États membres du complexe sont marquées par l'interdépendance sécuritaire, les interactions sécuritaires doivent être suffisamment intenses (comparées à la faiblesse des liens avec l'environnement externe au complexe) et ce, quelle que soit la qualité de ces interactions, conflictuelles ou coopératives, en quelque sorte, un complexe de sécurité peut exister lorsqu'il existe un sentiment commun et élevé d'insécurité entre deux ou plusieurs États régionaux, de même, un haut degré de confiance mutuelle peut aussi bien déterminer l'existence d'un complexe de sécurité,
- La configuration de l'interdépendance sécuritaire doit être profonde et durable, mais pas nécessairement permanente.

Le décor étant planté, nous passons maintenant à la présentation de notre modèle théorique. Ce modèle se présente de la manière suivante:

⁴ Le Gouriellec, S., « Sécuritisation et construction d'un complexe de sécurité régional dans la Corne de l'Afrique », In *Études internationales*, 2018, 49 (1), pp.83-104.

⁵ *Idem*.

⁶ Cité par Le Gouriellec, S., *Art. cit.*, pp.83-104.

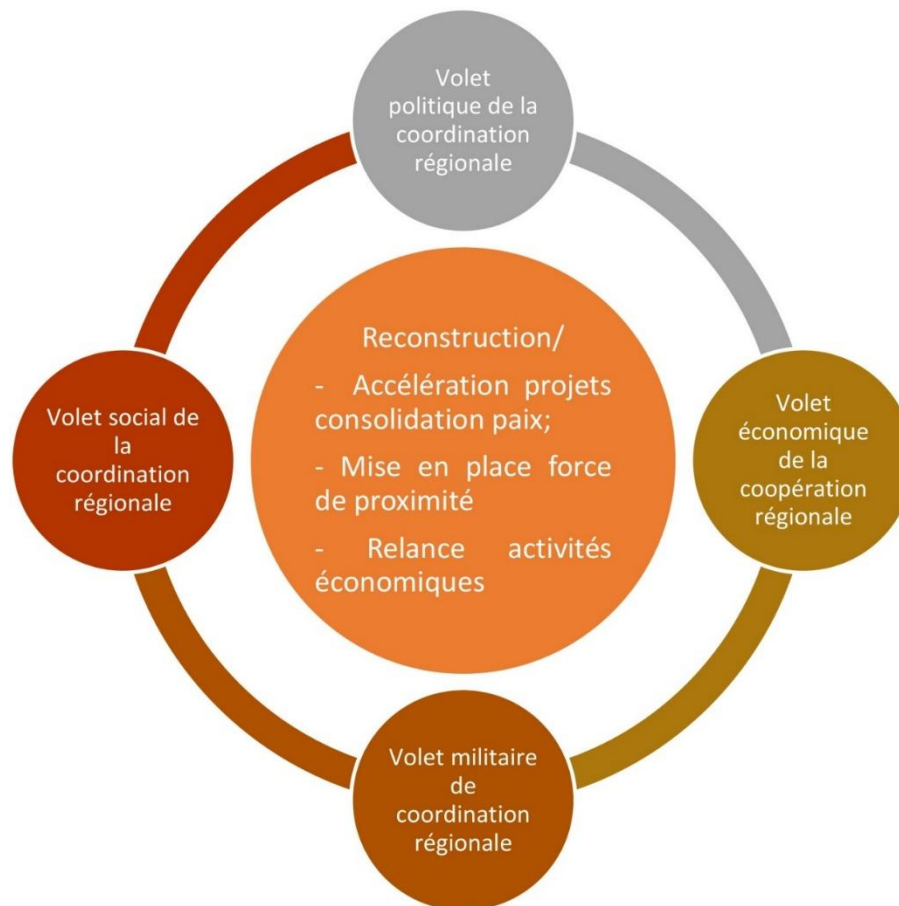


Fig. 1. Modèle de sécurité régionalisée

Source: nous-mêmes

Notre modèle théorique appelle le commentaire selon lequel, les acteurs de l'insécurité dans le Bas-Uélé ont des ramifications internationales. De ce fait, les efforts de la sécurité dans le Bas-Uélé requièrent une coordination de tous les Etats de la région qui sont touchés l'activisme de ces acteurs.

Cette initiative de coordination doit venir surtout de la RDC dans la mesure où elle est victime des actions des Mbororo, mais surtout du fait qu'elle a vocation d'être un Etat leader dans la région. Entre-temps, l'Etat congolais doit créer des conditions d'une paix durable dans les zones touchées par les affres des violences dans le Bas-Uélé.

Les deux niveaux d'explication de notre modèle nous amènent à structurer ce chapitre en deux sections. Dans la première section, nous consacrons notre réflexion à la nécessité d'une coordination régionale face à l'activisme des groupes auxquels nous avons affaire. Dans la seconde section, nous consacrons la littérature à la reconstruction de la Province du Bas-Uélé.

3.1 NÉCESSITÉ D'UNE COORDINATION RÉGIONALE

La LRA et les Mbororo étant des acteurs qui ont des ramifications extérieures nous poussent au constater selon lequel, leur prise en charge requiert des actions coordonnées dans la région. Alors, quel contenu donner à la coordination pour laquelle nous plaçons ?

En effet, les actions qui doivent bénéficier de la coordination régionale doivent couvrir principalement trois domaines. Il s'agit des domaines politique, militaire et socioéconomique.

a) Domaine politique de la coordination

Le domaine politique paraît revêtir une importance capitale dans la mesure où la de la question de la LRA et des Mbororo requiert l'existence d'un cadre de planification stratégique régional. En d'autres termes, les Etats où sont implantés les groupes sous analyse disposer d'une commission politique dont le rôle consistera à définir clairement les objectifs de la coopération en la matière, les domaines de cette coopération et chercher des partenaires pouvant les aider à mener à bien leurs objectifs.

En outre, comme les actions régionales de lutte contre l'insécurité dans la région sont budgétivores, la commission mise sur pied aura à chercher des financements nécessaires pour soutenir ses efforts. Pour cela, la quête des partenaires devrait constituer l'une des priorités pour cette commission.

Dès nos jours, les puissances occidentales beaucoup manifesté leurs intérêts à soutenir la lutte contre les groupes qualifiés de « terroriste ». Qui plus est, c'est depuis 2001 que la LRA a été classée parmi les réseaux terroristes dans le monde.

C'est à ce titre qu'AFRICOM a envoyé une force spéciale en RCA pour combattre la LRA. Cette force a mené des opérations conjointes avec l'armée ougandaise avant de quitter la RCA il y a quelques années. Il se fait malheureusement que l'Ouganda lui-même n'avait pas des moyens pour mener seul une telle opération. Par conséquent, le désengagement d'AFRICOM de la RCA a entraîné d'office celui de l'armée ougandaise.

Aucune force n'a pu être en mesure de prendre le relais jusqu'à aujourd'hui alors que l'objectif même de cette opération n'avait pas été atteint. Pour autant, l'objectif assigné à cette opération consistait non seulement à neutraliser ce mouvement mais aussi à capturer ses leaders. Bien que Dominic Ongwen, un des lieutenants de Joseph Kony ait été arrêté, d'autres leaders ont survécu. Ils n'ont plus les moyens dont ils disposaient au départ quand ils bénéficiaient des soutiens de Khartoum.

De plus, cette opération n'aura constitué qu'un coup de pied de la fourmière car n'a pas neutralisé les combattants de la LRA. Elle a plus entraîné la dispersion de ces rebelles qui ont à leur tour changé des modes opératoires. Ils opèrent à des petits groupes pour perpétrer des attaques contre les villageois. Faute des moyens, ils ne savent plus de réorganiser et lutte beaucoup plus pour leur survie, ce qui les conduit à piller systématique les villageois lors de leurs raids.

b) Domaine militaire de cette coordination

D'un point de vue militaire, il est devenu plus que nécessaire que la RDC avec les Etats de la région avec lesquels elle partage les mêmes préoccupations sécuritaires mettent sur pied des forces conjointes. Ces dernières doivent disposer d'un quartier général établi soit en RDC, soit en RCA soit au Soudan du Sud. Dotées de tous les moyens requis pour mener à bien leur mission, ces forces doivent avoir un caractère spécial. En d'autres termes, ces forces doivent opérer à travers les frontières communes de ces trois Etats en vue de maintenir une pression permanente sur la LRA jusqu'à sa neutralisation complète.

A ce titre, ces forces seront chargées de mener des renseignements sur l'activisme de la LRA, ses sources d'approvisionnement, son modus operandi et son sanctuaire en vue de la neutraliser complètement. Pour cela, ces forces doivent réellement jouer un rôle de proximité auprès des civils afin de permettre aux déplacés de regagner leur milieu et de reprendre les activités agricoles dont ils tirent l'essentiel de leur revenu.

Toutefois, un certain nombre de défis doivent être relevés. Ces unités doivent constituer une véritable force spéciale formée pour faire face à des attaques asymétriques. Par définition, les forces spéciales sont des forces dépourvues des moyens lourds, notamment des chars, des artilleries, des mortiers... qui permettent aux forces conventionnelles (infanterie, blindée, artillerie, etc.) de combattre durablement sur un espace ennemi et de le contrôler. A ce titre, les soldats « spéciaux » sont eux-mêmes les « irréguliers » et forment les guérilleros d'une force conventionnelle. Elles sont chargées d'accomplir de manière totalement autonome, des missions à haut risque dans un environnement hostile. Elles sont utilisées dans la reconnaissance et le renseignement stratégique, la capture ou l'exécution d'ennemis, la libération d'otages, le sabotage, la récupération d'armes de destruction massive, l'assistance à des forces locales amies...⁷

Les forces spéciales offrent un avantage indéniable de par leur mobilité et agressivité car capables d'harcéler l'adversaire à tout moment. Un regard sur le recours progressif de l'occident à l'asymétrie est très éloquent pour prouver cette extrême

⁷ Agenonga Chober, *Thèse déjà citée*, pp.575-576.

nécessité. Le cas des Etats Unis d'Amérique en constitue une parfaite illustration dans la mesure où au cours de dernières années, ils recourent plus aux forces spéciales qu'aux armées classiques (Forces terrestre, aérienne et navale).

Pour cela, en termes d'effectifs, pendant que les effectifs militaires américains se contractent ou baissent pour cause de sous-traitance aux firmes privées, celui des forces spéciales connaît une augmentation fulgurante. En 2014, l'effectif des forces spéciales a grimpé jusqu'à 65 000 hommes, alors qu'en 1987, ils en comptaient 54 000 contre 8 000 seulement à la fin des années 1970. De plus, pendant que le budget militaire américain est passé de 720,3 milliards dollars en 2010 à 618, 7 milliards de dollars en 2013, force est de constater que celui des forces spéciales a quadruplé en dix ans pour atteindre 10 milliards de dollars en 2014⁸.

De son côté, la France, 5^{ème} puissance mondiale en 2018, s'inscrit de plus en plus dans la logique de la guerre asymétrique. A cette fin, elle a déployé des pans importants de son armée pour apprendre les techniques antiguérillas en Colombie auprès de la Force de déploiement rapide colombienne FUDRA (Fuerza de Despliegue Rapida), qui entraîne des unités spéciales françaises. Il s'agit d'une force de réaction moderne capable de se déployer dans différents secteurs par tous temps et qui a montré une certaine efficacité dans la lutte contre les FARC. Elle a pour devise: « *Quelle que soit la mission, quel que soit l'endroit, quelle que soit l'heure, de la meilleure manière, prêts à vaincre* ».

Ces forces peuvent recourir à des programmes tels qu'African Contingency Operations Training and Assistance (ACOTA) et l'Architecture de Paix et Sécurité (APS). En effet, ACOTA est une initiative du Département d'Etat américain visant à renforcer les compétences et les capacités des pays partenaires africains, des institutions régionales et des ressources du continent en matière de maintien de la paix, pour que la région puisse planifier, former, déployer et maintenir une quantité suffisante de Casques bleus professionnellement qualifiés avec un minimum d'assistance de pays non africains⁹.

Par le passé, les États-Unis ont soutenu les missions de maintien de la paix des Nations Unies en tant qu'élément clé pour faire face aux crises régionales et aider les États à sortir des conflits. En 2007, suite à une conférence de l'ACOTA au cours de laquelle l'armée rwandaise a sollicité une formation sur la négociation, le Département d'Etat américain a demandé à l'Institut des Etats Unis pour la Paix (USIP) de piloter une formation sur les compétences de communication et de négociation pour les soldats de la paix.

L'USIP a piloté la formation au Rwanda en février 2008. L'USIP s'est depuis associée à l'ACOTA pour former les forces de maintien de la paix aux compétences fondamentales de gestion des conflits, analyse des conflits, communication, négociation, médiation et protection des civils. En 2016, la formation a été révisée afin d'inclure un contenu plus détaillé sur la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Aussi propose-t-elle ses formations aux Pays Contributeurs de Troupes (PCT) avant leur déploiement dans le cadre des missions de l'ONU et/ou de l'Union Africaine. Parmi ces missions figurent la MINUSCA en République Centrafricaine, l'ONUCI en Côte d'Ivoire, la MINUAD au Darfour, la MONUSCO en RD Congo, la FINUL au Liban, la MINUSMA au Mali, l'AMISOM en Somalie et la MINUSS au Soudan du Sud. Les participants à ces formations sont des formateurs militaires et des soldats, y compris des officiers et sous-officiers, sélectionnés par le PCT¹⁰.

La majorité sont des hommes. Les formations sont dispensées dans la langue d'instruction utilisée dans le cadre plus large de formation préalable au déploiement, soit le français ou l'anglais. Lorsque les formateurs francophones ne sont pas disponibles, l'USIP utilise un interprète local. Au cours de leur déploiement, les soldats de la paix utilisent les compétences acquises lors de leur formation pour prévenir l'escalade des conflits et gérer ces derniers de façon non violente. De nombreuses anecdotes montrent que les compétences acquises lors de la formation de l'USIP sont utilisées par les soldats de la paix en mission.

Les données montrent également que ces derniers ont besoin d'une formation plus approfondie sur la façon d'utiliser les approches non violentes pour gérer les conflits lors de leur déploiement. Les conclusions de l'évaluation permettent de mieux comprendre comment améliorer la conception et la prestation de la formation de l'USIP afin que les soldats de la paix puissent utiliser ces compétences essentielles en mission, et suggèrent des recommandations pour élargir la portée des politiques et des pratiques de maintien de la paix¹¹. Il s'agit là de quelques opportunités qui s'offrent aux Etats sur lesquels pèsent les menaces de la LRA pour professionnaliser des troupes destinées à assurer leur sécurité commune. Ces forces peuvent à la

⁸ Idem.

⁹ Milofsky, A., Sany, J., Illana Lancaster et Krentel, J., *Formation à la gestion de Conflits pour les Soldats de la Paix : Évaluation et Recommandations*, l'Institut des États-Unis pour la Paix. SPECIAL REPORT 411, août 2017, p.3.

¹⁰ Idem.

¹¹ Milofsky, A., Sany, J., Illana Lancaster et Krentel, J., *Op. cit.*, p.3.

longue servir d'un instrument dans le cadre des opérations de maintien de la paix sur le continent à partir des expériences reçues.

Les mêmes forces peuvent désormais servir même l'Afrique pour faire face aux menaces terroristes qui prennent de plus en plus de l'ampleur sur le continent. Une telle vision doit caractériser la politique sécuritaire des dirigeants africains de manière générale, et ceux de la région de manière particulière. Etant donné que la seule approche militaire ne suffit pas pour asseoir la sécurité, les actions des dirigeants de la région doivent aussi couvrir d'autres secteurs, notamment socioéconomiques. C'est dans le point suivant que nous y consacrons la littérature.

c) Domaine socioéconomique de la coordination

La RDC, la RCA comme le Soudan du Sud sont trois Etats de la région qui connaissent les mêmes préoccupations à travers les zones où sévissent les combattants de la LRA. Leurs populations vivent dans une extrême pauvreté et dans des milieux enclavés, les isolant des centres de décision. En outre, du fait de l'activisme de la LRA, plusieurs d'entre elles ont abandonné leurs activités principalement fondées sur l'agriculture et l'élevage. De plus, les populations de ces trois Etats sont inscrites dans une dynamique d'échanges commerciaux transfrontaliers.

D'où la nécessité pour les Etats concernés de mener des actions socioéconomiques en faveur de ces populations. Ces actions doivent couvrir plusieurs volets: la création d'un réseau routier permettant à la fois de fluidifier les échanges mais aussi la circulation des forces de sécurité et la relance des activités économiques dans la région.

3.2 RECONSTRUCTION DU BAS-UELÉ

Dans sa définition, le terme « *reconstruction* » se réfère à l'action de reconstruire qui peut à la fois signifier « *rétablir dans son état originel* » et « *imaginer quelque chose autrement* »¹². Il est dans tous les cas communément lié au temps d'après le conflit. Cela semble logique car le conflit évoque la destruction quand le post-conflit s'attèle à reconstruire.

Cette notion paraît alors prendre sa place dans le schéma urgence/post-urgence-réhabilitation /développement. Cette configuration rapprocherait la période de post-urgence / réhabilitation de la notion de reconstruction. Il y aurait comme une phase intermédiaire, sur un schéma linéaire, entre le conflit et le développement qui aurait pour fonction de stabiliser la situation après une crise.

Cette théorie a puisé ses fondements dans les cas de la France et de l'Allemagne post seconde guerre mondiale. Dans, et entre, ces deux pays, la paix semble s'être installée profondément après une période de transition qui a permis la reconstruction. Cette période de reconstruction se caractérise par des plans internationaux de soutien, type plan Marshall, et une économie qui redémarre dès 1950. Il semble alors que les experts occidentaux en sciences politiques aient modélisé les concepts de conflits et post-conflits, ainsi que celui de la paix dont leur partie du monde à bénéficier depuis, pour pouvoir analyser les « *autres crises* »¹³.

Couramment la phase de post-conflit succède à la phase de conflit mais ne dure pas suffisamment pour déboucher sur la fameuse période de développement. Et le territoire bascule à nouveau dans le conflit. Fréquemment aussi on observe des situations d'installation de crises durables de basse intensité. Ces situations d'alternance Conflit/Post-conflit ou de maintien de petits conflits démentent donc les recettes « toutes-prêtes » de reconstruction fructueuse. La reconstruction d'un Etat implique un faisceau d'acteurs, visant tous le même objectif: celui de parvenir à instaurer une paix durable. Cette notion de durabilité s'inscrit donc dans le temps et dans la nécessité de s'investir sur du long terme. On peut toutefois identifier des besoins à différents termes.

En effet, immédiatement après l'arrêt des combats, se pose l'urgence de besoins élémentaires: par exemple, les soins de première nécessité doivent être donnés aux populations et exigent que les systèmes d'intervention mis en place pendant la période de conflit soient maintenus voire renforcés. Pourtant déjà il faut anticiper sur la remise en fonctionnement d'infrastructures plus lourdes, celles qui permettront au pays de se développer à plus long terme. Il faut donc tout à la fois

¹² Le Petit Larousse illustré.

¹³ Delphine Vincent, http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-923_fr.html, consulté le 06 février 2025.

fournir des médecins et des soins tout de suite, et prévoir la formation de nouveaux médecins, construire des hôpitaux, des infrastructures de transport, un organe régulateur et dirigeant...

Cela étant, la Province du Bas-Uélé est l'une des provinces déchirées par de violentes attaques de la LRA et de l'insécurité provoquée par la présence des éleveurs nomades Mbororo. Cette province semble oubliée par les dirigeants congolais et souffre atrocement de l'enclavement et de la sous-administration. Les autorités déployées dans cette province à travers les différents territoires et secteurs éprouvent des difficultés de plusieurs ordres. Ils n'ont des moyens de communication et les moyens de déplacement. En outre, les forces de sécurité sont déployées en nombre insuffisant pour faire face à l'insécurité dans cette province.

Par ailleurs, du fait des attaques et des rafles perpétrées de manière récurrente par les combattants de la LRA, plusieurs personnes ont dû fuir les villages pour aller chercher la sécurité dans les grands centres. Par conséquent, ces déplacés tirant l'essentiel de leurs revenus de l'agriculture ont abandonné ces activités, aggravant l'insécurité alimentaire et la dégradation de leurs conditions sociales. A cet effet, les efforts visant la reconstruction de la province du Bas-Uélé doivent viser l'accélération des projets de consolidation de la paix, la réhabilitation du réseau routier en vue du désenclavement de cette province et la relance des activités économiques dans la région.

De plus, un comité de surveillance citoyen doit être mis sur pied en vue de mettre au cœur de la sécurité la population civile. En vue d'une sécurité de proximité, il y a nécessité de mettre sur pied des forces de sécurité de proximité dans la région.

a) Accélération des projets de consolidation de la paix

Nous tenons à préciser que la province du Bas-Uélé est déjà inscrite par les Nations Unies parmi les provinces où les projets de la consolidation de la paix seront réalisés. A cet effet, nous proposons la carte renseignant sur les territoires du Bas-Uélé qui devront bénéficier de ces projets.

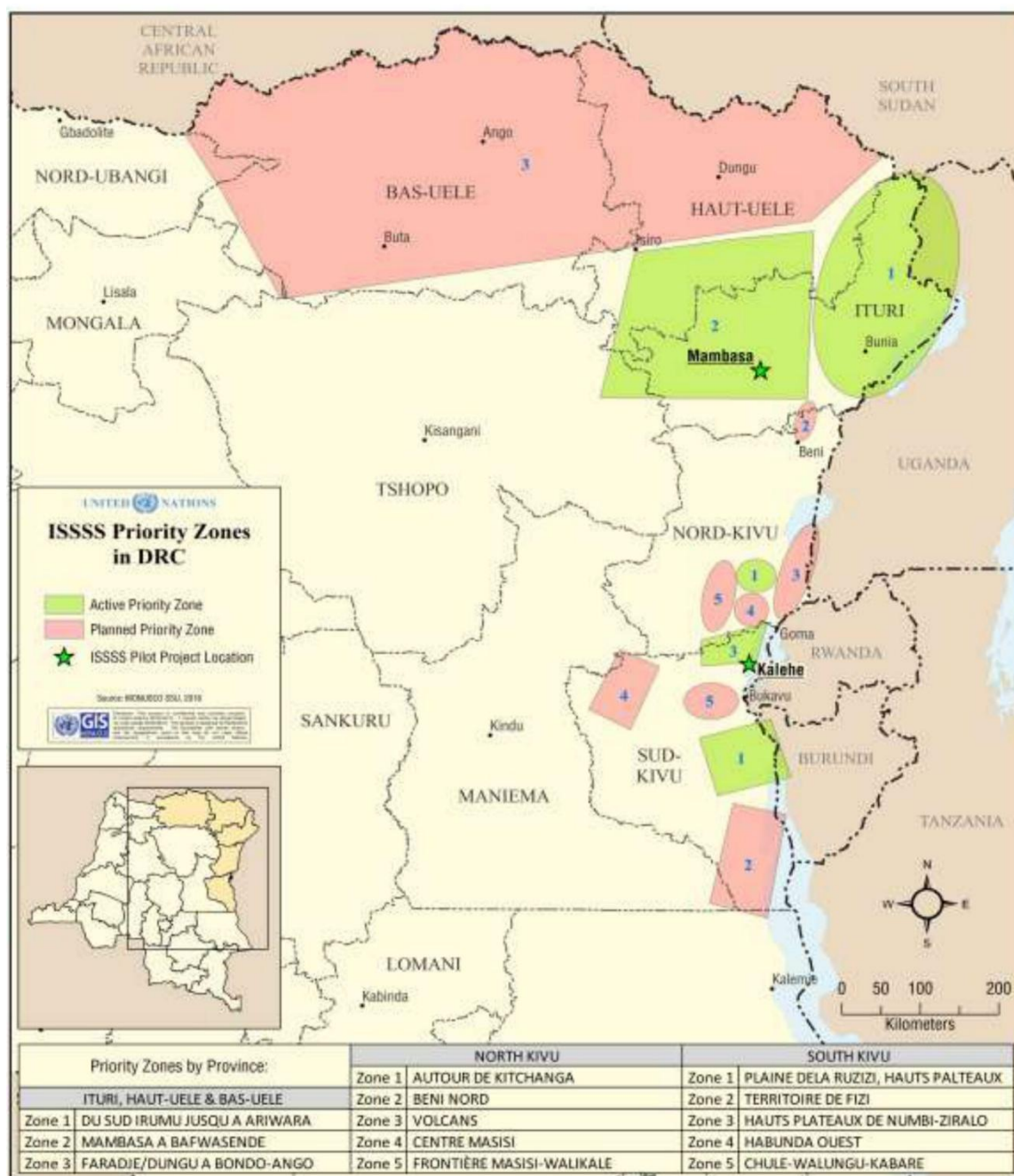


Fig. 2. Territoires du Bas-Uélé concernés par les projets de la consolidation de la paix

Source: Agenonga Chober, *Les forces du maintien de la paix des Nations Unies face aux menaces sécuritaires en RD Congo. Paradoxe d'imposition et de consolidation de la paix dans un Etat postconflit*, Thèse de doctorat en RI, FSSAP, UNIKIS, p.410.

La consultation de cette carte prouve que la province du Bas-Uélé dans son entièreté devra bénéficier des projets de la consolidation de la paix. Les actions prévues par les Nations Unies et l'Etat congolais en matière de la consolidation de la paix sont expliquées dans le tableau suivant.

Tableau 2. Les axes prioritaires transversaux définis par International Security and Stabilization Support Strategy (ISSSS) et le Plan National de Stabilisation et Reconstruction (STAREC) en matière de la consolidation de la paix

Axes/ISSSS	Axes/STAREC
1. Améliorer la sécurité	1. Sécurité
Réduction de menaces à la vie, à la propriété et à la liberté de mouvement à travers les stratégies suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – Le renforcement des forces de sécurité. – Le soutien au désengagement et au démantèlement des groupes armés. – L'amélioration des systèmes opérationnels et internes des FARDC en vue de la réduction des taux d'abus, y compris les violences sexuelles contre les civils. 	Renforcement des gains dans les zones évacuées par les opérations militaires par les stratégies suivantes : <ul style="list-style-type: none"> – La restauration du pouvoir de l'Etat par le déploiement de la police, de l'autorité judiciaire et de l'administration civile. – Le renforcement des moyens des FARDC. – La prévention de la résurgence des groupes armés. – La protection des civils contre des exactions. – Le paiement régulier et le logement temporaire des FARDC et de la PNC. – L'instauration d'un mécanisme de contrôle pour les ressources minérales et forestières afin de prévenir leur exploitation illégale.
2. Soutenir les processus politiques	2. Humanitaire et social
Soutenir la progression des gouvernements nationaux et provinciaux dans les processus de paix en : <ul style="list-style-type: none"> – Aidant à améliorer les relations diplomatiques entre la RDC et ses voisins. – Identifiant et en sanctionnant les saboteurs, les responsables d'abus sérieux des droits de l'homme, etc. – Encourageant les dirigeants politiques à respecter les engagements pris dans le cadre des accords fondamentaux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer le retour volontaire des réfugiés et des déplacés internes congolais. - Réintégration socioéconomique. - Protection des civils.
3. Renforcer l'autorité de l'État	3. Reprise économique
Rétablir et renforcer l'Etat dans les domaines où sa présence est faible ou inexistante en : <ul style="list-style-type: none"> – Assurant un accès routier fiable. – Mettant en place la police, des tribunaux et des prisons. – Rétablissant les services administratifs décentralisés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rétablissement des activités économiques (réhabilitation de l'infrastructure routière, reprise des secteurs clés dont l'agriculture, la pêche, la petite industrie). - Etablissement de projets régionaux en vue d'harmoniser les relations économiques formelles, en particulier via la redynamisation de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs.
4. Du point de vue socioéconomique et humanitaire	4. Lutte contre la violence sexuelle (objectif ajouté en 2010)
Assurer le retour volontaire et sûr des déplacés internes et des réfugiés, en assurant leur réintégration socioéconomique durable dans leur région d'origine. Et ce, en : <ul style="list-style-type: none"> – Couvrant les besoins sociaux prioritaires, restaurant les services sociaux et l'infrastructure de base. – Promouvant la création d'emplois et la productivité agricole. – Facilitant la réconciliation au niveau local et la résolution des conflits liés aux problèmes de l'habitat, de la terre et de la propriété. 	(Le contenu n'a pas été révélé)

5. Lutter contre la violence sexuelle	
<p>Renforcer la prévention, la protection et les réponses à la violence sexuelle à travers les stratégies suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La lutte contre l'impunité et l'amélioration de l'accès à la justice. - La prévention et l'atténuation des menaces ainsi que la réduction de la vulnérabilité à la violence sexuelle. - Prévention de la violence sexuelle dans les processus de réforme du secteur de la sécurité. - L'amélioration de l'accès des survivants aux services multisectoriels. - L'amélioration de la collecte de données et la cartographie de violence sexuelle. 	

Source: *International Alert, Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, Septembre 2012, pp.35-36.*

Cependant, ce programme ambitieux s'est traduit autrement sur le terrain. Pour autant, les différents organismes qui financent les projets pilotes de consolidation de la paix notamment en Ituri et au Sud-Kivu et qui accompagnent leur réalisation l'ont redéfini en trois piliers suivants¹⁴:

- Pilier 1: Dialogue démocratique: il vise à soutenir un dialogue inclusif entre les représentants de l'Etat et les populations pour répondre aux causes des conflits,
- Pilier 2: Restauration de l'autorité de l'Etat: ce pilier entend promouvoir le développement de ses capacités en vue d'une meilleure prestation de services aux populations,
- Pilier 3: Retour, réintégration et relèvement: ici, le but est de développer des initiatives de relance économique et cohésion sociale afin de renforcer la paix.

4 CONCLUSION

Cette dissertation a porté sur les voies et moyens en vue d'une riposte efficace de l'insécurité dans la Province du Bas-Uélé. Il est à noter que l'insécurité dans cette Province soulève deux questions fondamentales. La première est celle de la faible coordination régionale car les dynamiques à l'œuvre impliquent une collaboration régionale. La deuxième est celle de la gouvernance sécuritaire en RDC. Aujourd'hui, la plupart des problèmes d'ordre sécuritaire dans ce pays met en lumière la faible politique de la sécurité et de la défense.

L'Etat congolais qui devrait endiguer ce phénomène dans cette province a mené des actions qui ont levé le voile sur leur inefficacité. Par conséquent, depuis plus de dix ans, la Province du Bas-Uélé reste en proie à des attaques récurrentes de la LRA, des rafles, des pillages et d'incendies des maisons dirigés contre les villages reculés des grands centres de décisions du pays.

Partant, nous sommes parvenus à mettre sur pied un modèle théorique en vue d'enrayer la sécurité dans la province du Bas-Uélé. Dénommé « Modèle de la sécurité régionalisée », notre modèle théorique s'inscrit dans le cadre de la théorie du complexe de sécurité élaboré par Barry Buzan et considérant une région en tant qu'objet d'analyse à part entière.

Une telle approche régionale de sécurité permet donc de parler de la sécurité régionale en termes de modèle de relations entre les membres du complexe de sécurité. Un tel modèle émet l'hypothèse selon laquelle les analyses globales sont incapables de prendre en compte et d'identifier les préoccupations sécuritaires immédiates des États, c'est-à-dire les menaces de leur voisinage immédiat.

¹⁴ Ferrari, F., Balemba, E. et Ngalamulume, Rapport de l'évaluation finale des deux projets pilotes de stabilisation en RDC, dits IRF, février 2017, p.11.

Les interactions sécuritaires avec les voisins sont plus nombreuses qu'avec les puissances du système international, et « l'interdépendance sécuritaire sur le système international dans son ensemble est loin d'être uniforme ». Ainsi ces régions sont un modèle d'anarchie miniature. Il paraît évident que toutes les régions du monde connaissent mécaniquement ce type d'interactions, du fait de la proximité géographique des États et de frontières communes.

Notre modèle théorique est donc fondé sur l'idée selon laquelle, les acteurs de l'insécurité dans le Bas-Uélé ont des ramifications internationales. De ce fait, les efforts de la sécurité dans le Bas-Uélé requièrent une coordination de tous les États de la région qui sont touchés l'activisme de ces acteurs.

Cette initiative de coordination doit venir surtout de la RDC dans la mesure où elle est victime des actions des Mbororo, mais surtout du fait qu'elle a vocation d'être un État leader dans la région. Entre-temps, l'État congolais doit créer des conditions d'une paix durable dans les zones touchées par les affres des violences dans le Bas-Uélé.

REFERENCES

- [1] Agenonga Chober, Les forces du maintien de la paix des Nations Unies face aux menaces sécuritaires en RD Congo. Paradoxe d'imposition et de consolidation de la paix dans un État postconflit. Thèse de doctorat en RI, FSSAP, UNIKIS, 2018-2019.
- [2] Delphine Vincent, Sur http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-923_fr.html, consulté le 6 février 2025.
- [3] Ferrari, F., Balemba, E. et Ngalamulume, Rapport de l'évaluation finale des deux projets pilotes de stabilisation en RDC, dits IRF, février 2017.
- [4] François Gaulme, Consolider les États fragiles, in *Études*, Tome 412, 2010/6, pp. 729-740.
- [5] International Crisis Group, *Afrique centrale: les défis sécuritaires du pastoralisme*, Rapport Afrique, n°215, 1^{er} avril 2014.
- [6] International Crisis Group, L'Armée de résistance du seigneur: une stratégie régionale pour sortir de l'impasse, Rapport Afrique N°157 – 28 Avril 2010.
- [7] International Crisis Group, *La Centrafrique: les racines de la violence*, Rapport Afrique N° 230, 21 septembre 2015.
- [8] Le Gouriellec, S., Sécuritisation et construction d'un complexe de sécurité régional dans la Corne de l'Afrique, In *Études internationales*, 2018, 49 (1), pp.83-104.
- [9] Mahaut Landaz, Rôles et impacts des réseaux illicites de drogue dans le conflit nord-malien: Trafics, crise de l'État et puissance des groupes djihadistes et indépendantistes, Notes d'Analyse Politique n°46, août 2016.
- [10] Milofsky, A., Sany, J., Illana Lancaster et Krentel, J., *Formation à la gestion de Conflits pour les Soldats de la Paix: Évaluation et Recommandations*, l'Institut des États-Unis pour la Paix. SPECIAL REPORT 411, août 2017.
- [11] Nkoy Elela, D. (s/dir), Les migrations transfrontalières des Mbororo au Nord-est de la RD Congo: étude de cas au Haut-Uélé et au Bas-Uélé, IKV PAX CHRISTI, 2007.
- [12] Petit Larousse illustré, 2018.
- [13] Radio Okapi, *Bas-Uélé: des présumés LRA prennent en otage une centaine de personnes à Gumbu*. Sur <https://www.radiookapi.net/2016/06/06/actualite/securite/bas-uele-des-presumes-lra-prennent-en-otage-une-centaine-de-personnes>, consulté le 13 janvier 2025.
- [14] Radio Okapi, *Ango: la population s'organise en groupes d'autodéfense populaire contre les LRA*. Sur <https://www.radiookapi.net/sans-categorie/2009/01/02/ango-la-population-s%25e2%2580%2599organise-en-groupes-d%25e2%2580%2599autodefense-populaire-contre-les-lra>, consulté le 13 juin 2025.
- [15] Radio Okapi, *Bas-Uélé: 39 personnes kidnappées par des présumés LRA en une semaine à Sili*. Sur <https://www.radiookapi.net/2018/09/01/actualite/securite/bas-uele-39-personnes-kidnappees-par-des-presumes-lra-en-une-semaine>, consulté le 13 juin 2025.
- [16] Radio Okapi, *RDC: environ 400 élèves d'Ango ne vont plus à l'école en RCA à cause de l'insécurité*. Sur <https://www.radiookapi.net/2018/06/06/actualite/education/rdc-environ-400-eleves-dango-ne-vont-plus-lecole-en-rca-cause-de>, consulté le 13 juin 2025.